

trois. La moralité professionnelle paraît avoir progressé en Orient comme partout, au moins dans le monde commercial. Nos exportateurs se sont accoutumés à l'admission d'une situation peut-être plus défavorable et la trouvent moyen de faire des affaires. Mais, malheureusement, il existe de décurages. La raison en est qu'autrefois, la marge des bénéfices était considérable par suite de la supériorité de nos produits et de la suprématie, incontestée de notre commerce et de notre navigation dans les Échelles du Levant. On consentait à perdre un peu d'avoir gagné beaucoup, mais on ne pouvait aussi restreindre que possible la concurrence des nations européennes. Aussi, nos compatriotes ne veulent-ils plus d'ailleurs, ils cherchent les affaires ; la plupart n'ont pas su les trouver en Orient.

**La crise actuelle.** — Sans doute le moment n'est pas favorable pour engager des risques importants, mais il existe une occasion unique de lever les voiles. Une crise, qui peut compter parmi les plus graves que le pays a traversées jusqu'ici, a déclaré depuis quelques mois ; elle ne parait pas devoir se dérouler à bref délai. Nous devons, en conséquence, conseiller à nos nationaux de redoubler de prudence et de faire tout ce qui est possible pour empêcher que les exportations n'arrivent à la liquidation des engagements qui persistent sur le marché, on consolera probablement une reprise des affaires. Il serait également de l'argent à perdre en Turquie, refusant de tenir le moindre effort en vue de reprendre leurs armements portuaires.

**Saisies de certaines maisons.** — En temps normal, l'insécurité du marché n'est pas telle qu'on ne puisse engager en Turquie, et dans les Etats balkaniques de destructions régulières et avantageuses. Sans doute, il est plus difficile d'apprécier ici la solvabilité de la clientèle que dans les pays d'Orient, où les établissements sont plus nombreux et plus étendus. Ce problème n'est pourtant pas insoluble. Il existe même en Turquie, des maisons solides qui ont le souci de leurs engagements ; ce sont généralement les plus importantes ; celles qui peuvent négliger les petits moyens.

**Des crédits et des taux de l'intérêt.** — Observant tout d'abord qu'il existe quelqu'un qui utilise le crédit, n'est pas une même imprudence ou douceur. Dans un pays où les capitaux sont rares, l'intérêt de l'argent est élevé. En Turquie, le prêt sur titre de tout repos n'est consenti, par les grandes banques, qu'à 7 % ; aux signatures, le taux de l'intérêt n'est pas inférieur à 12 %. Si, sur ce sujet, les rapports officiels sont bons, les chiffres sont considérablement majorés. Les maisons les plus solvables ont donc souvent avantage à échelonne le plus possible leurs paiements, à ne solder la marchandise qu'après avoir réalisé le prix, soit qu'elles craignent de se dégager de numéraire et d'être obligées d'avoir recours aux banques, soit qu'elles soient dans l'impossibilité de faire face au paiement des factures, elles disponnent, elles proposent, la différence entre le taux de l'intérêt dans le pays et le taux qu'elles paient au vendeur à qui elles remettent un effet ; elles réalisent ainsi un bénéfice qui n'est pas négligeable.

Sans doute il serait désirable d'obtenir des paiements au comptant ; l'industriel ou le négociant qui prendra ce risque devra faire face à de nombreux procédures ou d'acquerir. Mais pour exciter le client à payer comptant, il faut lui offrir un escompte égal au bénéfice qu'il retrouverait en placant son argent dans le pays, pendant la durée ordinaire des effets, c'est-à-dire pendant quatre mois à date de la facture. Dans ce but, on devra faire traite à trente jours au-dessus de ce qui ne sera pas payé dans les deux mois suivant l'arrivée de la marchandise, à un taux d'intérêt de 2 %. Une fois nos importations de tissus à perdu, m'a-t-on dit, un excellent client à Salonique, parce qu'elle s'est obstinée à ne donner qu'à accorder que 2 % d'escompte, au compte.

**Longueur du papier.** — Nous avons dit que les maisons les plus solvables en Orient sont souvent portées à demander des documents de six à huit mois, alors que le font certains de nos concurrents ? Nous ne le pensons pas. Ceux qui achètent avec un papier aussi long savent que leur facture est majorée, non seulement de l'intérêt produit par le capital pendant cette période, mais encore du montant de l'affaire courue. S'ils achètent dans ces conditions, ce n'est pas pour le moment, c'est qu'ils ont hâte de déverser les denrées qui seront produites par la vente des marchandises qu'ils acquièrent, pour parer à d'autres échéances ; c'est en un mot qu'ils ne possèdent pas les ressources suffisantes pour les affaires qu'ils traitent. Ce sont généralement des clients dangereux. Cependant des crédits de six mois sont fréquemment accordés par un grand nombre d'exportateurs allemands, suisses et autrichiens. En Bulgarie, ces derniers consentent des crédits de six mois, mais en majorant leurs prix de 40 à 50 %. S'ils ont la chance d'être soldés de leurs premières fournitures, ils peuvent continuer à livrer sans crainte l'insolubilité finale du client. De telles opérations ne sont pas à conseiller : elles ne rentrent pas d'affaires dans le commerce étranger.

Sur place, les ventes ont été un peu plus actives que la semaine dernière et la moyenne journalière a dépassé d'un millier de balles.

**Le REMBOURSEMENT sur les tissus de soie exportés**

La Commission des douanes s'est réunie, sous la présidence de M. Méline, pour entendre le Ministre des affaires étrangères au sujet de la proposition de loi de MM. Graux et Fougeiro. Cette proposition soulève, en effet, des considérations diplomatiques qui ont déterminé la Commission à prendre l'avis du Gouvernement.

Le ministre des affaires étrangères a soutenu la nécessité de renoncer au remboursement proposé par MM. Graux et Fougeiro, constituant une véritable loi de saut. Il a rappelé la résolution proposée par le Comité des finances, qui sera présentée au Trésor, alors que les droits perçus à l'entrée de la matière première représentent une recette de 200,000 francs seulement. Or, l'article 5 du traité de commerce du 30 décembre 1881 avec les royaumes unis de Suède et de Norvège, traité prorogé par une convention du 13 janvier 1892, dispose que « les drawback réalisés à l'exportation de produits français ne pourront être que la représentation exacte des droits d'accise ou de consommation intérieure grevant lesdits produits ou les matières dont ils sont fabriqués. »

Le Ministre des affaires étrangères a ajouté que la Suisse n'aurait pas à réclamer, car, à-t-il dit, sa situation ne serait pas modifiée, surtout si l'ordre d'admission continue ses exactions pour le paiement des dettes contractées, espérant toujours en envoyer son décret, c'est courir au péril de l'arrangement avec la Suisse nous a valu un chiffre d'échanges de 34 millions à notre avantage et que l'on s'en plaint vivement en Suède. Evidemment la Suisse pourrait réclamer l'on créait de véritables primes à la sortie.

M. Méline, représentant de la Commission, a répondu que la Suisse n'aurait pas à réclamer, car, à-t-il dit, sa situation ne serait pas modifiée, surtout si l'ordre d'admission continue ses exactions pour le paiement des dettes contractées, espérant toujours en envoyer son décret, c'est courir au péril de l'arrangement avec la Suisse nous a valu un chiffre d'échanges de 34 millions à notre avantage et que l'on s'en plaint vivement en Suède. Evidemment la Suisse pourrait réclamer l'on créait de véritables primes à la sortie.

Ainsi, et cette opinion est celle des gens compétents que j'ai consultés sur diverses places, ne doit-on pas consentir, à moins de cas exceptionnels, des crédits

de quatre mois à date de la facture. Pendant ce temps, le commerçant doit avoir vendu la majeure partie de la marchandise et être, par conséquent en état de la solder.

**Nous devons connaitre la solvabilité de l'acheteur.** — S'il est fréquent de voir des maisons solvables demander du crédit, il arrive, par contre, que des clients insolubles proposent de payer à vue. Dans ce dernier cas, le vendeur est loin d'être à l'abri de tout risque. Payer à vue, c'est payer contre remise du connaissances, à l'arrivée de la marchandise, des fils et tissus de soie teints à l'étranger, c'est-à-dire au système qui fonctionne depuis deux ans en Allemagne et qui, ainsi que nous l'avons vu dans notre dernier numéro, vient d'être prolongé pour l'année 1892.

Le président de la commission a également communiqué une protestation, appuyée par la Chambre des députés de Lyon, des chefs d'industrie et diverses autorités de Lyon, réclamant le maintien de la franchise pour les tissus, pongées, corail et tussaud, d'origine asiatique.

**COTONS**

(Dépêche communiquée par M. LEON CLERC)

Liverpool, 9 mars, 1 h. 14

Ventes : 10,000 balles. Marché calme mais soutenu.

Acheteurs.

Janvier-Févr. . . . . Juillet-Août . . . . . 12 0 0  
Mars . . . . . Août-Septembre . . . . . 0 0 0  
Avril-Mai . . . . . Sept-Octobre . . . . . 0 0 0  
Avril-Juin . . . . . Octobre-Novembre . . . . . 0 0 0  
Juin-Juillet . . . . . 12 12 1 2 Janvier . . . . . 0 0 0

Le Havre, le 7 mars.

(De notre correspondant particulier)

REVUE DE LA SEMAINE

Cotons. — La situation des marchés coloniaux ne se modifie pas. New-York ne cesse d'être d'une faiblesse surprenante et cependant les recettes sont inférieures aux prévisions, les achats de la consommation se maintiennent sur un bon pied.

Pour expliquer cette situation on parle de grosses ventes à Liverpool pour compte de New-York, en vue d'expéditions à l'effet d'alléger le stock de cette place, il est certain que de grosses améliorations semblent avoir à cœur de convaincre l'Europe que les perspectives de l'enseignement sont en ce moment plus favorables.

Cette manière de faire diffère tellement des procédures américaines habituelles aux cotoniens qu'on peut méfiait au point de vue de la demande si cette tactique ne cache pas quelque changement de front quand l'Europe se sera profondément engagée à la hausse. Le marché de New-York est en baisse de 18 à 31 points pour la semaine et celui de New-Orléans de 22 à 30 points.

A Manchester le marché a donné journalièrement des avis d'affaires calmes et d'ordre.

On ignore sans doute dans quelle mesure l'oppression des réponses dédaignées peuvent avoir sur notre exportation. L'autorité propre nationale, si excitée dans les pays neutres, comme les Etats Balkans, sont également le souci de leurs engagements ; ce sont généralement les plus importantes ; celles qui peuvent négliger les petits moyens.

Des crédits et des taux de l'intérêt.

Observons tout d'abord qu'il existe quelqu'un qui utilise le crédit, n'est pas une même imprudence ou douceur.

Dans un pays où les capitaux sont rares, l'intérêt de l'argent est élevé. En Turquie, le prêt sur titre de tout repos n'est consenti, par les grandes banques, qu'à 7 % ; aux signatures, le taux de l'intérêt n'est pas inférieur à 12 %. Si, sur ce sujet, les rapports officiels sont bons, les chiffres sont considérablement majorés. Les maisons les plus solvables ont donc souvent avantage à échelonner le plus possible leurs paiements, à ne solder la marchandise qu'après avoir réalisé le prix, soit qu'elles craignent de se dégager de numéraire et d'être obligées d'avoir recours aux banques, soit qu'elles soient dans l'impossibilité de faire face au paiement des factures, elles disponnent, elles proposent, la différence entre le taux de l'intérêt dans le pays et le taux qu'elles paient au vendeur à qui elles remettent un effet ; elles réalisent ainsi un bénéfice qui n'est pas négligeable.

Sans doute il serait désirable d'obtenir des paiements au comptant ; l'industriel ou le négociant qui prendra ce risque devra faire face à de nombreux procédures ou d'acquerir.

Mais pour exciter le client à payer comptant, il faut lui offrir un escompte égal au bénéfice qu'il retrouverait en placant son argent dans le pays, pendant la durée ordinaire des effets, c'est-à-dire pendant quatre mois à date de la facture. Dans ce but, on devra faire traite à trente jours au-dessus de ce qui ne sera pas payé dans les deux mois suivant l'arrivée de la marchandise, à un taux d'intérêt de 2 %. Une fois nos importations de tissus à perdu, m'a-t-on dit, un excellent client à Salonique, parce qu'elle s'est obstinée à ne donner qu'à accorder que 2 % d'escompte, au compte.

Sur place, les ventes ont été un peu plus actives que la semaine dernière et la moyenne journalière a dépassé d'un millier de balles.

**Le REMBOURSEMENT sur les tissus de soie exportés**

La Commission des douanes s'est réunie, sous la présidence de M. Méline, pour entendre le Ministre des affaires étrangères au sujet de la proposition de loi de MM. Graux et Fougeiro. Cette proposition soulève, en effet, des considérations diplomatiques qui ont déterminé la Commission à prendre l'avis du Gouvernement.

Le ministre des affaires étrangères a soutenu la nécessité de renoncer au remboursement proposé par MM. Graux et Fougeiro, constituant une véritable loi de saut.

S'il est plus avantageux pour les acheteurs de faire face à la hausse de la tissage, c'est aussi pour le vendeur, qui a le plus à perdre.

Sur place, les ventes ont été un peu plus actives que la semaine dernière et la moyenne journalière a dépassé d'un millier de balles.

**Le REMBOURSEMENT sur les tissus de soie exportés**

La Commission des douanes s'est réunie, sous la présidence de M. Méline, pour entendre le Ministre des affaires étrangères au sujet de la proposition de loi de MM. Graux et Fougeiro. Cette proposition soulève, en effet, des considérations diplomatiques qui ont déterminé la Commission à prendre l'avis du Gouvernement.

Le ministre des affaires étrangères a soutenu la nécessité de renoncer au remboursement proposé par MM. Graux et Fougeiro, constituant une véritable loi de saut.

S'il est plus avantageux pour les acheteurs de faire face à la hausse de la tissage, c'est aussi pour le vendeur, qui a le plus à perdre.

Sur place, les ventes ont été un peu plus actives que la semaine dernière et la moyenne journalière a dépassé d'un millier de balles.

**Le REMBOURSEMENT sur les tissus de soie exportés**

La Commission des douanes s'est réunie, sous la présidence de M. Méline, pour entendre le Ministre des affaires étrangères au sujet de la proposition de loi de MM. Graux et Fougeiro. Cette proposition soulève, en effet, des considérations diplomatiques qui ont déterminé la Commission à prendre l'avis du Gouvernement.

Le ministre des affaires étrangères a soutenu la nécessité de renoncer au remboursement proposé par MM. Graux et Fougeiro, constituant une véritable loi de saut.

S'il est plus avantageux pour les acheteurs de faire face à la hausse de la tissage, c'est aussi pour le vendeur, qui a le plus à perdre.

Sur place, les ventes ont été un peu plus actives que la semaine dernière et la moyenne journalière a dépassé d'un millier de balles.

**Le REMBOURSEMENT sur les tissus de soie exportés**

La Commission des douanes s'est réunie, sous la présidence de M. Méline, pour entendre le Ministre des affaires étrangères au sujet de la proposition de loi de MM. Graux et Fougeiro. Cette proposition soulève, en effet, des considérations diplomatiques qui ont déterminé la Commission à prendre l'avis du Gouvernement.

Le ministre des affaires étrangères a soutenu la nécessité de renoncer au remboursement proposé par MM. Graux et Fougeiro, constituant une véritable loi de saut.

S'il est plus avantageux pour les acheteurs de faire face à la hausse de la tissage, c'est aussi pour le vendeur, qui a le plus à perdre.

Sur place, les ventes ont été un peu plus actives que la semaine dernière et la moyenne journalière a dépassé d'un millier de balles.

**Le REMBOURSEMENT sur les tissus de soie exportés**

La Commission des douanes s'est réunie, sous la présidence de M. Méline, pour entendre le Ministre des affaires étrangères au sujet de la proposition de loi de MM. Graux et Fougeiro. Cette proposition soulève, en effet, des considérations diplomatiques qui ont déterminé la Commission à prendre l'avis du Gouvernement.

Le ministre des affaires étrangères a soutenu la nécessité de renoncer au remboursement proposé par MM. Graux et Fougeiro, constituant une véritable loi de saut.

S'il est plus avantageux pour les acheteurs de faire face à la hausse de la tissage, c'est aussi pour le vendeur, qui a le plus à perdre.

Sur place, les ventes ont été un peu plus actives que la semaine dernière et la moyenne journalière a dépassé d'un millier de balles.

**Le REMBOURSEMENT sur les tissus de soie exportés**

La Commission des douanes s'est réunie, sous la présidence de M. Méline, pour entendre le Ministre des affaires étrangères au sujet de la proposition de loi de MM. Graux et Fougeiro. Cette proposition soulève, en effet, des considérations diplomatiques qui ont déterminé la Commission à prendre l'avis du Gouvernement.

Le ministre des affaires étrangères a soutenu la nécessité de renoncer au remboursement proposé par MM. Graux et Fougeiro, constituant une véritable loi de saut.

S'il est plus avantageux pour les acheteurs de faire face à la hausse de la tissage, c'est aussi pour le vendeur, qui a le plus à perdre.

Sur place, les ventes ont été un peu plus actives que la semaine dernière et la moyenne journalière a dépassé d'un millier de balles.

**Le REMBOURSEMENT sur les tissus de soie exportés**

La Commission des douanes s'est réunie, sous la présidence de M. Méline, pour entendre le Ministre des affaires étrangères au sujet de la proposition de loi de MM. Graux et Fougeiro. Cette proposition soulève, en effet, des considérations diplomatiques qui ont déterminé la Commission à prendre l'avis du Gouvernement.

Le ministre des affaires étrangères a soutenu la nécessité de renoncer au remboursement proposé par MM. Graux et Fougeiro, constituant une véritable loi de saut.

S'il est plus avantageux pour les acheteurs de faire face à la hausse de la tissage, c'est aussi pour le vendeur, qui a le plus à perdre.

Sur place, les ventes ont été un peu plus actives que la semaine dernière et la moyenne journalière a dépassé d'un millier de balles.

**Le REMBOURSEMENT sur les tissus de soie exportés**

La Commission des douanes s'est réunie, sous la présidence de M. Méline, pour entendre le Ministre des affaires étrangères au sujet de la proposition de loi de MM. Graux et Fougeiro. Cette proposition soulève, en effet, des considérations diplomatiques qui ont déterminé la Commission à prendre l'avis du Gouvernement.

Le ministre des affaires étrangères a soutenu la nécessité de renoncer au remboursement proposé par MM. Graux et Fougeiro, constituant une véritable loi de saut.

S'il est plus avantageux pour les acheteurs de faire face à la hausse de la tissage, c'est aussi pour le vendeur, qui a le plus à perdre.